



PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE ET VANUATU : DEUX ACTEURS INCONTOURNABLES DANS UN ESPACE EN MUTATION

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France – Vanuatu – Iles du Pacifique en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Vanuatu

12 au 21 septembre 2022

Du 12 au 21 septembre 2022, une délégation du groupe d'amitié France-Vanuatu-Iles du Pacifique, composée de sa présidente Mme Catherine Procaccia, et de MM. Jean-Jacques Lozach et Christophe-André Frassa, s'est rendue en Papouasie-Nouvelle-Guinée, puis au Vanuatu.

Après deux années durant lesquelles la plupart des pays de la région Pacifique ont été fermés aux visiteurs, en raison de la pandémie de Covid-19, ce déplacement a été l'occasion de renouer le contact avec les autorités papouasiennes et vanuataises et d'aller à la rencontre des ressortissants français résidant dans chacun de ces deux pays.

Cette mission s'inscrit dans un contexte marqué par la volonté de la France de renforcer sa présence dans l'Indo-Pacifique, la diplomatie parlementaire ayant tout son rôle à jouer pour resserrer les liens avec les États de la région.

I.- Deux pays de l'aire mélanésienne qui partagent des traits communs

La Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Vanuatu présentent des points communs, liés à leur héritage culturel et historique.

A – Des institutions politiques influencées par le modèle britannique

La **Papouasie-Nouvelle-Guinée** a obtenu son indépendance en 1975, sans heurts majeurs, après avoir été administré par la Grande-Bretagne puis par l'Australie. Son système institutionnel est inspiré de celui du Royaume-Uni et le roi Charles III est chef de l'État. Des élections générales ont eu lieu à l'été 2022 pour renouveler les 111 membres du

Parlement. Le Premier ministre sortant, James Marape, a été reconduit dans ses fonctions.

Le *Speaker* (président) du Parlement a souligné que si le taux de participation aux élections demeure très élevé, il convient d'améliorer le processus électoral pour le rendre plus rigoureux et transparent et pour s'assurer que tous les électeurs sont inscrits sur les listes.



La délégation a échangé avec Hon. Job Pomat, qui préside depuis 2017 le Parlement monocaméral de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Avant son indépendance en 1980, le **Vanuatu** était administré par la France et le Royaume-Uni dans le cadre du *condominium* des Nouvelles-Hébrides. Le pays a fait le choix de se doter d'institutions républicaines et parlementaires, dans lesquelles la réalité du pouvoir appartient au Premier ministre.

La délégation est arrivée au Vanuatu alors que le pays était en pleine campagne électorale : le 18 août 2022, le président de la République a en effet décidé de dissoudre le Parlement à la demande du Premier ministre Bob Loughman, dont le gouvernement risquait d'être renversé par le vote d'une motion de censure déposée par les députés de l'opposition. Des élections ont été convoquées pour le 13 octobre pour renouveler les 52 sièges de l'assemblée. Dans ce contexte, la délégation n'a pu rencontrer que peu de responsables politiques, ce qui l'a conduit à s'intéresser davantage à la communauté française.

En raison d'une forte tradition patriarcale, la place des femmes dans la vie politique de ces deux pays demeure marginale. Deux femmes seulement siègent au Parlement papouasien et une au Parlement vanuatais. La délégation a évoqué la possibilité de faire adopter des lois pour promouvoir la parité, mais cette perspective demeure pour l'heure assez lointaine.

B – Des défis économiques communs

Dans les deux pays, les règles de propriété foncière peuvent faire obstacle à certains projets de développement. Les terres appartiennent en effet à des propriétaires coutumiers, dont les droits, en l'absence de cadastre, peuvent être difficiles à établir. Au Vanuatu, elles sont louées pour une durée de 70 ans, ce qui est contraignant pour ceux qui souhaitent mener des projets sur une durée plus courte.

Les entreprises rencontrent en outre des problèmes de recrutement en raison du manque de main d'œuvre qualifiée.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont mis en place des programmes de recrutement de travailleurs saisonniers dans le secteur agricole, qui attirent chaque année environ 5 000 ressortissants vanuatais. Si les conditions de travail sont difficiles, les rémunérations sont suffisamment élevées pour convaincre des Vanuatais de quitter leur emploi, parfois du jour au lendemain, **ce qui désorganise administrations et entreprises dans tous les secteurs**. Des travailleurs papouasiens se rendent également en Australie mais dans de moindres proportions.

Le manque d'efficacité de l'administration et l'importance de la corruption créent également un contexte peu propice à la vie des affaires et ralentissent la mise en œuvre des projets de coopération.

II.- Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pays au potentiel encore insuffisamment exploité

La délégation a eu de nombreux entretiens dans la capitale Port-Moresby et ses environs.

A – Une grande richesse culturelle mais des besoins sociaux immenses

Avec une superficie de 462 840 km² et une population estimée entre neuf et dix millions d'habitants, la Papouasie-Nouvelle-Guinée fait figure de grand État à l'échelle du Pacifique insulaire.



La délégation a visité le musée national dont les collections illustrent la variété des traditions artistiques du pays.

En raison d'un relief très montagneux, les tribus ont longtemps vécu isolées, ce qui a favorisé l'éclosion d'une grande diversité culturelle : 850 langues sont parlées dans le pays, ce qui correspond à 12% des langues connues dans le monde ! Certaines ne sont plus pratiquées que par un tout petit nombre de locuteurs.

Cette richesse culturelle ne saurait occulter un retard de développement dont témoignent différents indicateurs.

Les chiffres fournis à la délégation par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) font état d'un taux de mortalité infantile et d'un taux de mortalité maternelle élevés (respectivement 57 pour 1 000 et 171 pour 100 000 enfants nés vivants). La couverture vaccinale ne dépasse pas 50%, ce qui favorise la propagation des maladies infantiles. Médecins Sans Frontières (MSF) a souligné que la tuberculose cause encore plus de 4 000 décès chaque année.

Plus d'un quart des enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école primaire et

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE ET VANUATU : DEUX ACTEURS INCONTOURNABLES DANS UN ESPACE EN MUTATION

plus du tiers restent à l'écart de l'enseignement secondaire. L'accès à l'université ne concerne qu'un petit nombre de jeunes, de l'ordre de 10 000 chaque année.

B – D'importantes ressources naturelles à mettre en valeur

La Papouasie-Nouvelle-Guinée dispose de terres fertiles, notamment dans la région des *Highlands*, où les petits paysans pratiquent, de fait, une agriculture biologique. Le cacao, le café ou le coprah sont des produits d'exportation. Le pays s'est récemment doté d'un ministère de l'huile de palme afin de promouvoir cette culture, qui emploie déjà plus de 15 000 personnes, dans le respect des standards RSPO (*Roundtable on Sustainable Palm Oil*). Les terres arables ne représentent toutefois que 15% de la surface du pays en raison de son relief accidenté.

Le sous-sol contient de l'or et du cuivre, ainsi que des hydrocarbures. La délégation a rencontré les représentants de TotalEnergies qui ont présenté leur projet d'investissement, dont le montant devrait atteindre 10 milliards de dollars : il vise à exploiter deux gisements gaziers (Antelope et Elk), dont les réserves sont estimées à environ un milliard de barils ; l'objectif est de produire, à compter de 2028, 5,6 millions de tonnes de gaz liquéfié par an, exportées vers des marchés asiatiques. En rythme de croisière, trois cents personnes devraient travailler sur le site.

L'entreprise veille à maintenir de bonnes relations avec les tribus propriétaires des terres : elle a bâti quatre écoles ainsi que des centres de santé, et œuvre à l'alphabétisation des adultes. Elle affiche également de grandes ambitions en matière de préservation de la biodiversité et de compensation des émissions de gaz à effet de serre.

Le ministre en charge des entreprises d'État, William Duma, a indiqué à la délégation que le gouvernement papouasien était favorable à l'implantation de TotalEnergies afin de réduire la mainmise des compagnies américaines et d'introduire plus de concurrence dans le secteur de l'énergie. L'entreprise publique *Kumul Petroleum* est d'ailleurs partenaire du projet d'investissement.

En parallèle, les autorités cherchent à développer les énergies renouvelables, moins coûteuses que l'énergie produite par les centrales thermiques. TotalEnergies commercialise des lampes solaires qui

peuvent être très utiles dans les villages non reliés au réseau électrique.

En-dehors de TotalEnergies, la présence des entreprises françaises demeure réduite, différents facteurs rendant difficiles les investissements.

C – Les obstacles à surmonter pour libérer le potentiel du pays

À l'étranger, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est souvent perçue comme un pays marqué par la violence et l'insécurité. Dans les villes, une délinquance de subsistance, liée à la précarité d'une grande partie de la population, oblige à se déplacer avec prudence et à éviter de circuler à la nuit tombée. La délégation s'est ainsi abstenue de circuler à pied dans les rues de la capitale.

La culture patriarcale dominante favorise les violences intrafamiliales : selon l'Unicef, les trois quarts des enfants y seraient exposés. Plusieurs interlocuteurs ont souligné que des femmes étaient régulièrement torturées et tuées à la suite d'accusations de sorcellerie. La presse se fait l'écho chaque semaine de ce type de crime, dans lesquels il est difficile de démêler ce qui relève des superstitions et croyances populaires et des règlements de compte.



La délégation a rencontré l'ONG *The Voice*, qui œuvre en faveur de l'engagement civique des jeunes et produit des vidéos destinées à lutter contre les violences liées aux accusations de sorcellerie.

Dans les campagnes, les différends entre tribus conduisent régulièrement à des affrontements. Ils dégénèrent parfois en raison de l'affaiblissement des structures sociales traditionnelles, qui régulaient le recours à la force, et de l'utilisation d'armes à feu. Le contexte électoral de l'été 2022 a aussi

favorisé des éruptions de violence qui ont occasionné une cinquantaine de décès.

Un deuxième obstacle au développement réside dans la **faiblesse des infrastructures de transport**. Aucune route ne relie les grandes villes du pays et la compagnie aérienne nationale, Air Niugini, est peu fiable, comme la délégation sénatoriale a pu en faire l'expérience : son arrivée à Port-Moresby a été retardée de plusieurs heures en raison d'une panne du système de freinage, et elle n'a pu se rendre, le 14 septembre, dans la ville portuaire de Lae, pour des entretiens axés sur les enjeux économiques, le vol prévu et le suivant ayant été annulés faute d'avion ! Conscient de ces difficultés, le ministère des entreprises d'État, qui contrôle Air Niugini, a indiqué discuter avec Airbus et Boeing en vue de moderniser la flotte.

III.- Vanuatu : une relation ancienne, des incompréhensions récentes à surmonter

La présence française est plus importante au Vanuatu qu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée en raison de l'héritage de la période du *condominium*. Seul pays de l'Union européenne (UE) à disposer d'une ambassade à Port-Vila, la France se trouve parfois en première ligne pour gérer les différends qui opposent le Vanuatu et l'UE.

A – Une forte présence dans la culture et l'enseignement, atout pour promouvoir la francophonie

L'Alliance française de Port-Vila, outre qu'elle dispense des cours de français, s'est imposée comme un lieu culturel incontournable puisqu'elle organise chaque année 140 événements (projections de films, expositions, concerts...), principalement dans la capitale mais aussi dans les autres îles de l'archipel. La délégation a cependant été alertée sur la fragilité de sa situation financière, due à la baisse de la subvention qui lui est allouée et au manque de sponsors privés.

Créé dès 1981, le lycée français Le Clézio compte 375 élèves dans l'enseignement du premier degré et 285 dans le second degré. Cet établissement à taille humaine propose un enseignement de grande qualité, comme en atteste le taux de réussite de 100% au baccalauréat. En raison de l'éloignement, il n'est cependant pas toujours facile de convaincre des enseignants d'être détachés

sur place, tandis que le manque de personnel qualifié rend difficile les recrutements locaux.

Dans le champ de l'enseignement supérieur, le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade finance un projet majeur : 5 millions d'euros vont être investis dans **l'Université nationale du Vanuatu** (UNV).

Créée par la loi en 2020, l'UNV dispense un enseignement en anglais et en français, ce qui va permettre aux jeunes francophones de poursuivre leurs études en français sans quitter le pays. Elle va intégrer en son sein des établissements techniques de formation et va s'attacher à délivrer des diplômes répondant aux besoins de qualifications du pays. Elle s'appuie sur des partenariats avec des universités étrangères, telles que Toulouse 1 Capitole et l'université de Nouvelle-Calédonie.

Parlé par environ 30% de la population, le français est reconnu par la Constitution comme langue officielle et comme langue principale d'éducation.



Le secrétaire général Raymond Vanuake a insisté sur la volonté du Parlement vanuatais de reprendre toute sa place au sein de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

Depuis plusieurs années, le sénateur Christophe-André Frassa constatait avec regret l'absence des élus du Vanuatu à l'APF, dont il préside la commission politique. Dans ce contexte, la délégation a enregistré avec satisfaction l'engagement du secrétaire général du Parlement vanuatais de renouer avec les activités de l'APF, de régler l'arriéré de cotisations et de bénéficier des stages d'immersion organisés par l'assemblée au profit des députés comme des agents du Parlement.

B – Une communauté française en expansion

La délégation sénatoriale est allée à la rencontre des ressortissants français établis dans la capitale ainsi que sur l'île de Santo. La communauté française est forte d'environ 2 000 personnes, chiffre en progression de 25% au cours des vingt dernières années.

Des chefs d'entreprise ont fondé un Club d'affaires afin de faire vivre un réseau favorisant les échanges commerciaux entre le Vanuatu et la France, et notamment avec la Nouvelle-Calédonie toute proche.

Toutefois, beaucoup de Français établis au Vanuatu disposent de ressources modestes. En témoigne le fait que 55% des élèves du lycée français sont boursiers. La délégation a rencontré sur l'île de Santo des ressortissants français qui souffrent encore des conséquences du passage du cyclone Harold en 2020.

En outre, chaque année une dizaine de ressortissants français qui ne peuvent se faire soigner au Vanuatu faute de moyens financiers ou en raison de la faiblesse de l'offre de soins, bénéficient d'une évacuation sanitaire vers Nouméa, prise en charge par le budget du ministère de la Santé en application d'une convention de 1982. En raison du coût élevé de chaque évacuation, de l'ordre de 15 000 euros, la pérennité de cette convention n'est pas assurée. Sa remise en cause ne saurait être que graduelle et concertée. La délégation a également été alertée sur l'absence de convention entre le Médipôle de Nouméa et la Caisse des Français de l'étranger (CFE), ce qui complique les démarches administratives.

C – Des tensions récentes avec l'Union européenne

La relation entre le Vanuatu et l'Union européenne s'est dégradée ces dernières années d'abord en raison du problème dit des « passeports dorés ».

En 2016, le Vanuatu a mis en place un programme permettant aux ressortissants étrangers d'obtenir la nationalité vanuataise en échange d'un investissement minimal de 150 000 dollars. Le détenteur d'un passeport vanuatais pouvait, à l'époque, circuler sans visa dans l'espace Schengen, ce qui a incité des ressortissants chinois, russes ou pakistanais notamment à en faire l'acquisition. Ce programme est devenu une source de revenu majeure pour l'État puisqu'il lui a procuré jusqu'à 40% de ses recettes budgétaires.

En janvier 2022, l'Union européenne a décidé de suspendre, après une période de préavis, l'accord d'exemption de visa dont bénéficiait le Vanuatu, estimant que les contrôles opérés au moment de la délivrance de ces passeports étaient très insuffisants : quasiment aucune demande n'a été rejetée depuis le lancement du programme et des passeports ont été accordés à des personnes figurant sur la base de données d'Interpol. Comme le Vanuatu autorisait de surcroît leurs titulaires à changer de nom, le programme représentait une vraie menace pour la sécurité de l'Union européenne.

En parallèle, l'UE a placé le Vanuatu sur la « liste noire » des États non coopératifs en matière fiscale et sur la liste des pays présentant un risque élevé pour le blanchiment des capitaux ou le financement du terrorisme.

Le directeur général par intérim des services du Premier ministre, M. Jerry Lapi, a rappelé à la délégation que les « passeports dorés » constituaient une source importante de revenu pour le Vanuatu et il a demandé que l'accès à l'Union européenne soit rouvert. Une avancée sur ce dossier supposerait que le Vanuatu réponde aux inquiétudes légitimes formulées par l'Union européenne et qu'il définisse un cadre juridique de nature à limiter les risques de dérive dans la mise en œuvre du programme. Le groupe d'amitié espère que la majorité issue des élections du 13 octobre s'emparera de ce dossier qui constitue un « irritant » dans la relation bilatérale.

D – Une économie vulnérable qui a souffert de la pandémie

La décision, en mars 2020, de fermer les frontières pour éviter la propagation du virus a entraîné de lourdes conséquences pour l'économie, en raison du poids du secteur touristique, qui contribuait à hauteur de 40% au PIB avant la crise.

D'après les témoignages recueillis, les conséquences sociales de ce choc paraissent cependant avoir été moins dramatiques que ce qui aurait pu être redouté : dans un pays où 80% de la population active travaille dans l'agriculture, les salariés qui ont perdu leur emploi dans le tourisme sont souvent retournés dans leur village d'origine, où ils ont repris une activité agricole et bénéficié de la solidarité de leur communauté.

Outre des cultures vivrières, l'agriculture vanuataise produit pour l'exportation une viande de bœuf d'excellente qualité, du coprah, de l'huile de coco et du kava, boisson

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE ET VANUATU : DEUX ACTEURS INCONTOURNABLES DANS UN ESPACE EN MUTATION

traditionnelle extraite d'une racine, populaire dans toute l'aire mélanésienne.

La délégation a observé avec intérêt les travaux de recherche mis en œuvre par le Centre de recherche agronomique et technique (CTRAV) basé sur l'île de Santo. Le Centre conserve dans ses collections de nombreuses variétés de plantes qu'il étudie afin d'améliorer la qualité de la production ainsi que la résistance aux parasites ou aux aléas climatiques.



La délégation sénatoriale a visité le CTRAV, leader en matière de recherche agronomique au Vanuatu.

D'une manière générale, l'économie vanuataise souffre de la modestie de son marché intérieur – le pays comptant un peu moins de 300 000 habitants –, de son isolement géographique et de la difficulté des transports dans un archipel comptant 80 îles.

IV.- Une région théâtre de rivalités entre puissance

Ce serait une erreur de considérer le Pacifique Sud comme une région à l'écart des tumultes du monde : de plus en plus, les grandes puissances s'y affrontent, ce qui devrait inciter la France et l'Union européenne à mettre à niveau leurs capacités d'action pour défendre leurs valeurs et leurs intérêts.

A – Une lutte d'influence de plus en plus intense

L'Australie est traditionnellement le pays dominant dans la région. Ancienne puissance coloniale, elle n'est distante que de 4,5 km de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui demeure le principal bénéficiaire de ses dépenses d'aide au développement dans le Pacifique (plus de 300 millions d'euros investis en 2021-2022). L'Australie entretient également des liens étroits avec le Vanuatu, dont elle reste le premier bailleur international avec plus de

48 millions d'euros d'aide versés en 2020-2021.



Accompagnée de l'ambassadeur de France au Vanuatu, M. Pierre Fournier, la délégation a rencontré Mme Heidi Bootle, Haut-Commissaire australienne, afin de connaître sa vision des enjeux régionaux.

Cette position dominante est ébranlée par la montée en puissance de la Chine, qui est devenue un partenaire commercial majeur et un important financeur : la Chine détient ainsi près de 25% de la dette publique papouasienne et contrôle 50% de la dette extérieure du Vanuatu. La Chine finance des projets qui lui garantissent une grande visibilité aux yeux de la population. À Port-Moresby, elle a par exemple investi dans un centre de convention internationale et dans la construction de routes. Au Vanuatu, elle a financé le bâtiment du Parlement, le palais des congrès, ainsi que des projets d'infrastructures stratégiques (port de Luganville, rénovation de l'aéroport de Port-Vila, routes...).

L'aide chinoise peut paraître d'autant plus attractive qu'elle n'est pas soumise aux mêmes critères et procédures que l'aide australienne, par exemple. Il est à craindre que les efforts des bailleurs de fonds occidentaux pour promouvoir des règles de bonne gouvernance n'en pâtissent.

Conscient de ces critiques, le ministre des entreprises d'État, William Duma, a cependant rappelé que la Chine était, il y a encore cinq ans, l'un des rares pays disposés à accorder des prêts à la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Même si les conditions financières étaient peu favorables, le pays n'entend pas remettre en cause sa signature.

Autre manifestation de l'intérêt de la Chine pour le Pacifique insulaire, le ministre des Affaires étrangères Wang Yi a effectué, en mai-juin 2022, une tournée diplomatique dans une dizaine d'États de la région. Si la presse a

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE ET VANUATU : DEUX ACTEURS INCONTOURNABLES DANS UN ESPACE EN MUTATION

souvent souligné l'échec d'un projet d'accord régional sur la sécurité et l'économie, cette visite ministérielle a permis la conclusion d'accords bilatéraux, par exemple sur l'agriculture, l'assistance humanitaire ou la réponse aux catastrophes.

La présence accrue de la Chine incite les États-Unis à renforcer à leur tour leur présence dans la région. Au mois de février 2022, le secrétaire d'État Antony Blinken a effectué une tournée pendant une semaine dans le Pacifique. Puis au mois de juillet, la vice-présidente Kamala Harris s'est exprimée devant les représentants des États membres du Forum des îles du Pacifique (FIP). Enfin, les 28 et 29 septembre 2022, le président Joe Biden a organisé, à la Maison Blanche, le premier sommet réunissant les États-Unis et les États du Pacifique insulaire. Les États-Unis ont par ailleurs annoncé leur intention d'ouvrir de nouvelles ambassades aux Iles Salomon, à Tonga et à Kiribati.

Ce sont cependant les intentions prêtées à la Chine sur les questions de sécurité qui suscitent le plus de préoccupations. L'Australie, en particulier, verrait avec inquiétude une présence militaire de la Chine en Papouasie-Nouvelle-Guinée ou au Vanuatu.

Pour l'heure, le Vanuatu indique que l'Australie demeure son partenaire privilégié et il souhaite officiellement la conclusion d'un accord bilatéral en matière de sécurité.

En ce qui concerne la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le ministre des Affaires étrangères, Justin Tkatchenko, a rappelé à la délégation que la politique extérieure du pays était guidée par un principe : la Papouasie-Nouvelle-Guinée est « l'amie de tous et l'ennemie de personne ». L'Australie et la Nouvelle-Zélande restent ses partenaires en matière de défense, les échanges avec la Chine ayant vocation à être de nature économique et commerciale. Le ministre a affirmé que la Chine n'ouvrirait aucune base militaire dans le pays et il a regretté que les Iles Salomon aient accepté de conclure un accord de sécurité avec Pékin.

B – L'Union européenne, un acteur important en matière de coopération et d'aide au développement

L'Union européenne est un important bailleur de fonds dans la région Pacifique. Elle dispose d'une délégation en Papouasie-Nouvelle-Guinée et d'une autre délégation, basée aux Fidji, compétente pour treize États de la région, dont le Vanuatu.



Accompagnée de l'ambassadeur de France en Papouasie-Nouvelle-Guinée, M. Guillaume Lemoine, la délégation a été reçue par M. Jacques Fradin, chef de la délégation de l'UE, qui a présenté les priorités de son action.

Ouverte il y a déjà quarante-cinq ans, la délégation de l'UE à Port-Moresby emploie une trentaine de personnes, chargées de conduire des programmes d'aide au développement et de mettre en œuvre la politique extérieure de l'Union. À ce titre, la délégation s'est par exemple efforcée de convaincre les États du Pacifique de voter les résolutions des Nations Unies condamnant la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine.

L'UE veille à ce que son action ne soit pas redondante avec celle d'autres bailleurs internationaux, notamment l'Australie, qui intervient beaucoup dans le domaine de l'éducation par exemple.

Au cours de la période 2014-2020, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a été le premier bénéficiaire dans le Pacifique des crédits du Fonds européen de développement (FED), avec une enveloppe de 154 millions d'euros. Sur la période 2021-2027, c'est le nouvel instrument pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (NDICI) qui a pris le relais, avec 115 millions d'euros de crédits répartis sur trois priorités : une gouvernance transparente et responsable ; un programme forêts-changement climatique-biodiversité (FCCB) ; enfin, un programme eau-assainissement-hygiène (WaSH). Ce dernier programme doit donner accès à l'eau potable et à des installations sanitaires améliorées à 40 000 écoliers.

La France est particulièrement impliquée dans la mise en œuvre du programme FCCB puisque sa réalisation a été confiée à l'Agence française de développement (AFD) et à

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE ET VANUATU : DEUX ACTEURS INCONTORNABLES DANS UN ESPACE EN MUTATION

Expertise France, qui vont gérer dans ce cadre une trentaine de millions d'euros au cours des quatre prochaines années.

Au Vanuatu, l'UE finance notamment le programme VaVac (*Vanuatu Value Chain*) doté de 30 millions d'euros, qui vise à moderniser l'économie rurale.

Si les programmes financés par l'Union sont donc substantiels, la délégation a eu le sentiment que les réalisations restaient peu visibles. Des progrès en matière de communication sont possibles afin de les faire mieux connaître auprès des populations et des autorités locales.

C – Une action diplomatique à intensifier

Alors que les États-Unis et la Chine ont engagé un dialogue politique au plus haut niveau avec les États du Pacifique, l'UE et la France accusent un certain retard. La commissaire Jutta Urpilainen, en charge des partenariats internationaux, devrait cependant se rendre dans la région à la fin du mois de novembre 2022. La France pourrait gagner à organiser à son tour une visite officielle avec des responsables ministériels de premier plan. L'ouverture d'une nouvelle ambassade dans la région serait un autre signal positif et un précieux vecteur d'influence.

La France coopère avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, dans le cadre de l'accord Franz, pour apporter une aide aux pays de la région en cas de catastrophe naturelle. Les forces armées de Nouvelle-Calédonie se sont ainsi massivement engagées dans les opérations humanitaires qui ont suivi les cyclones Pam (2015) et Harold. Si les relations avec l'Australie se sont dégradées au moment de la conclusion de l'accord Aukus, l'arrivée au pouvoir à Canberra d'une nouvelle équipe gouvernementale a créé un contexte plus favorable à la relance de la coopération franco-australienne dans la région.

La France peut s'appuyer, notamment au Vanuatu, sur la proximité de la Nouvelle-Calédonie. Un agent de la collectivité est d'ailleurs en poste à l'ambassade de France à Port-Vila. Depuis 2002, la France, la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu sont liés par une convention destinée à financer des projets de développement sur le territoire vanuatais.

*

L'insertion des collectivités françaises du Pacifique dans leur environnement régional est un atout pour notre pays. Elle ne dispense cependant pas la France de continuer à renforcer sa présence dans cet espace immense à l'importance géopolitique croissante.

8

Composition de la délégation



Mme Catherine PROCACCIA

Président du groupe d'amitié

Sénateur du Val de Marne
(Les Républicains)



M. Jean-Jacques LOZACH

Vice-président du groupe d'amitié

Sénateur de la Creuse
(Socialiste, Ecologique et Républicain)



M. Christophe-André FRASSA

Vice-président du groupe d'amitié

Sénateur représentant les Français
établis hors de France
(Les Républicains)

Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_651.html